

British Columbia Treaty Commission

2020-2021 Annual Report on the *Access to Information Act*

Introduction

The British Columbia Treaty Commission is an independent body established by agreement between the First Nations Summit, the Government of Canada and the Government of British Columbia (the “Principals”). Its mandate is to facilitate the negotiation of treaties and other related agreements in British Columbia as set out in the British Columbia Treaty Commission Agreement. The legislation establishing the Treaty Commission deems it subject to the federal *Access to Information Act* and *Privacy Act*.

Purpose

The purpose of the *Access to Information Act* is to extend the present laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution in accordance with the principles that government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

Statistical Report

See the attached statistical report for details regarding the number and dispositions of requests received during the fiscal year.

Interpretation of Statistical Report

The Treaty Commission received its first official request in 2000-2001, and it processed four requests in the fiscal year 2001-2002, one in 2002-2003, two in 2003-2004, three in 2004-2005 and one in 2005-2006. No requests were received in fiscal year 2006-2007. Two requests were received in 2007-2008. No requests were received in 2008-2009. One request was received in the fiscal year 2009-2010 and handled informally. Two requests were received in the fiscal year 2010-2011; one was handled informally, and copies related to part of the second request were provided. No requests were received in 2011-2012. Eight requests were received in 2012-2013. No requests were received in 2013-2014, or 2014-2015. One request was received in fiscal year 2016-2017. One request was received in 2017-2018. No requests were received in 2018-2019, 2019-2020, or 2020-2021.

Institutional Policies and Procedures, and Information Management Framework

The Chief Commissioner is the designated “head of the institution” for the purposes of responding to requests and other decisions in respect of the *Access to Information Act*. The Chief Commissioner has staff members to assist her with *Access to Information Act* matters, and important issues are also discussed at Commission meetings.

The Treaty Commission has an organization-wide electronic document classification scheme that has been developed and applied to a records management database. Electronic information-sharing procedures are in place in conjunction with the records management database.

The records management system (“RMS”) systematically controls all records from the time they are created or received, through their processing, distribution, organization, storage and retrieval, to their ultimate disposition. The system utilizes electronic scanning of all documentation. The diligent, comprehensive and ongoing application of the RMS results in reliable records, decreased record retrieval time, increased information sharing, improved access to current and historical records, and a drastic reduction in duplicated paper records.

No new or revised policies, guidelines or procedures related to the *Access to Information Act* were implemented during the reporting period. The Treaty Commission monitors all new Treasury Board Secretariat policies and directives in order to ensure compliance with the Act.

Education and Training

The Treaty Commission is a small and independent organization, and its education and training initiatives are informal. One of the Commission’s advisors has become familiar with the requirements of the *Access to Information Act* and briefs the Commission and staff from time to time on the requirements and developments in respect of the Act.

Complaints and Investigations

There was one (1) complaint and investigation pursuant to the *Access to Information Act* in 2012-2013. The complaint was dropped in July 2016, as was the investigation.

Appeals to Federal Court

There were no appeals to the Federal Court concerning matters under the *Access to Information Act* in 2020-2021.

Commission des Traités de la Colombie-Britannique

Rapport annuel de 2020-2021 sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Introduction

La Commission des Traités de la Colombie-Britannique est un organisme indépendant établi en vertu d'une entente entre le Sommet des Premières Nations, le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique (les «Principaux»). Son mandat est de faciliter la négociation de traités et d'autres ententes relatives aux traités en Colombie-Britannique comme stipulé dans l'Entente sur la Commission des traités de la Colombie-Britannique. La loi établissant la Commission des traités considère qu'elle est sujette aux *lois fédérales sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels*.

Objet

L'objet de la *Loi sur l'accès à l'information* est d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exceptions indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

Rapport statistique

Voyez le rapport statistique ci-joint pour les détails concernant le nombre de demandes traitées durant l'exercice financier et les dispositions prises à leurs égards.

Interprétation du rapport statistique

La Commission des Traités a reçu sa première demande officielle en 2000-2001, et quatre demandes ont été traitées en 2001-2002. Une demande a été reçue en 2002-2003, deux demandes en 2003-2004, trois demandes en 2004-2005 et une demande en 2005-2006. Aucune demande n'a été reçue durant l'exercice financier 2006-2007. Deux demandes ont été reçues en 2007-2008. Aucune demande n'a été reçue durant l'exercice financier 2008-2009. Une demande a été reçue dans l'année financière 2009-2010 et traitées de façon informelle. Deux demandes ont été reçues dans l'année financière 2009-2010; une a été traitée de façon informelle, et des copies liées à une partie de la deuxième demande ont été fournis. Aucune demande n'a été reçue durant l'exercice financier 2012-2013. Huit demandes ont été reçues en 2012-2013. Aucune demande n'a été reçue durant l'exercice financier 2013-2014, ou 2014-2015. Une demande a été reçue en exercice 2016-2017 et est reportée à 2017-2018. Aucune demande n'a été reçue durant l'exercice financiers 2018-2019, 2019-2020 ou 2020-2021.

Politiques et procédures institutionnelles et cadre de gestion de l'information

La présidente de la Commission des Traités est la personne désignée comme étant

«Responsable d'institution» pour répondre aux demandes et autres décisions relatives à la *Loi sur l'accès à l'information*. La présidente est assistée par des membres du personnel pour les questions relatives à la *Loi sur l'accès à l'information* et les questions importantes sont aussi discutées lors des réunions de la Commission des Traités.

La Commission des Traités a développé un système de classement des documents pour toute la Commission et l'a appliqué à une nouvelle base de données pour la gestion des documents. De nouvelles procédures électroniques qui permettent le partage de l'information sont aussi en place, de concert avec la base de données pour la gestion des documents.

Le système de gestion des documents (SGD) contrôle systématiquement tous les documents du moment où ils sont créés ou reçus et les traite, distribue, organise, archive et retrace selon nos besoins. Le système utilise le balayage électronique de tous les documents. L'application diligente et complète du SGD nous fournit des registres fiables, diminue le temps de recherche de documents, augmente le partage de l'information, améliore l'accès aux documents courants et historiques et diminue radicalement la duplication de documents dans les registres.

Aucune politique nouvelle ou révisée, directives ou procédures liées à la *Loi sur l'accès à l'information* ont été mises en œuvre au cours de la période considérée. La Commission des Traités surveille toutes les nouvelles politiques et directives du Secrétariat du Conseil du Trésor afin de garantir le respect de la loi.

Éducation et formation

La Commission des Traités est une petite organisation indépendante et les initiatives en matière d'éducation et de formation sont faites de façon informelle. Un des conseillers de la Commission des Traités s'est familiarisé avec les exigences de la *Loi sur l'accès à l'information* et informe la Commission des Traités et les employés sur les conditions et les développements relatifs à cette loi.

Plaintes et enquêtes

Il y avait 1 une plainte et enquête en vertu de l'accès à l'Information en 2012-2013. La plainte a été abandonnée en juillet 2016, comme c'était l'enquête.

Appels en Cour fédérale

En 2020-2021, aucun appel n'a été logé auprès de la Cour fédérale en ce qui concerne les demandes soumises à la *Loi sur l'accès à l'information*.



Statistical Report on the Access to Information Act

Name of institution: British Columbia Treaty Commission

Reporting period: 4/1/2020 to 3/31/2021

Section 1: Requests Under the Access to Information Act

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	0
Outstanding from previous reporting period	0
Total	0
Closed during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	0
Academia	0
Business (private sector)	0
Organization	0
Public	0
Decline to Identify	0
Total	0

1.3 Informal requests

Completion Time							
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	Total
0	0	0	0	0	0	0	0

Note: All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(2)(c)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	0	16.2(1)	0	20(1)(a)	0	23	0
15(1) - Def.*	0	16.3	0	20(1)(b)	0	23.1	0
15(1) - S.A.*	0	16.31	0	20(1)(b.1)	0	24(1)	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(c)	0	26	0
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(d)	0		
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)(b)	0	16.6	0				
16(1)(c)	0	17	0				
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	0	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

3.4 Format of information released

Paper	Electronic	Other
0	0	0

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Declined to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

	Requests closed within legislated timelines
Number of requests closed within legislated timelines	0
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	0

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of Requests Closed Past the Legislated Timelines	Principal Reason			
	Interference with Operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

3.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of Days Past Legislated Timelines	Number of Requests Past Legislated Timeline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Legislated Timeline Where an Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Extensions

4.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
Decline to act with the approval of the Information Commissioner	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

4.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 5: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Requests	Amount	Requests	Amount
Application	0	\$0	0	\$0
Other fees	0	\$0	0	\$0
Total	0	\$0	0	\$0

Section 7: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

7.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Request	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Request	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Complaints and investigations

Section 32 Notice of intention to investigate	Subsection 30(5) Ceased to investigate	Section 35 Formal representations	Section 37 Reports of finding received	Section 37 Reports of finding containing recommendations issued by the Information Commissioner	Section 37 Reports of finding containing orders issued by the Information Commissioner
0	0	0	0	0	0

Section 9: Court Action

9.1 Court actions on complaints received before June 21, 2019 and on-going

Section 41 (before June 21, 2019)	Section 42	Section 44
0	0	0

9.2 Court actions on complaints received after June 21, 2019

Section 41 (after June 21, 2019)				
Complainant (1)	Institution (2)	Third Party (3)	Privacy Commissioner (4)	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Resources Related to the Access to Information Act

10.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$0
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$0

10.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	0.000
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	0.000

Note: Enter values to three decimal places.



Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: Commission des traités de la Colombie-Britannique

Période d'établissement de rapport : 4/1/2020 au 3/31/2021

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
Total	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	0
Public	0
Refus de s'identifier	0
Total	0

1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 Jours	16 à 30 Jours	31 à 60 Jours	61 à 120 Jours	121 à 180 Jours	181 à 365 Jours	Plus de 365 Jours	
0	0	0	0	0	0	0	0

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

Section 2 – Motifs pour ne pas donner suite a une demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
Total	0
Approuvées par la commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande transférée	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)	0	18(a)	0	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(2)c)	0	18(d)	0	21(1)a)	0
13(1)e)	0	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	0
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	0
14(a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	0
14(b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	0
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)b)	0	23.1	0
15(1) - A.S.*	0	16.31	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)a)	0	20(1)c)	0	26	0
16(1)a)(ii)	0	16.4(1)b)	0	20(1)d)	0		
16(1)a)(iii)	0	16.5	0				
16(1)b)	0	16.6	0				
16(1)c)	0	17	0				
16(1)d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

3.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	0
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	0

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
0	0	0	0	0

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Prorogations

4.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

4.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 8: Plaintes et enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations	Article 37 Compte rendus de conclusion reçus	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des recommandations émis par la Commissaire de l'information	Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des ordonnances émis par la Commissaire de l'information
0	0	0	0	0	0

Section 9: Recours judiciaire**9.1 Recours judiciaires sur les plaintes reçues avant le 21 juin 2019 et au-delà**

Article 41 (avant 21 juin 2019)	Article 42	Article 44
0	0	0

9.2 Recours judiciaires sur les plaintes reçues après le 21 juin 2019

Article 41 (après 21 juin 2019)				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information**10.1 Coûts**

Dépenses		Montant
Salaires		\$0
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$0

10.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	0.000
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.000

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

British Columbia Treaty Commission
2020-2021 Annual Report on the *Privacy Act*

Introduction

The British Columbia Treaty Commission is an independent body established by agreement between the First Nations Summit, the Government of Canada and the Government of British Columbia (the “Principals”). Its mandate is to facilitate the negotiation of treaties and other related agreements in British Columbia as set out in the British Columbia Treaty Commission Agreement. The legislation establishing the Treaty Commission deems it subject to the federal *Access to Information Act* and *Privacy Act*.

Purpose

The purpose of the *Privacy Act* is to extend the present laws of Canada that protect the privacy of individuals with respect to personal information about themselves held by a government institution and that provide individuals with a right of access to that information.

Statistical Report and Interpretation and section 8 *Privacy Act* Disclosures

The statistical report for the fiscal year 2020-2021 is attached. The description in InfoSource gives some people the impression that the British Columbia Treaty Commission is the main contact for all *Privacy Act* requests for the whole of the federal government in British Columbia, which is not the case. No disclosures were made pursuant to subsection 8(2) of the *Privacy Act* during the fiscal year.

Institutional Policies and Procedures, and Information Management Framework

The Chief Commissioner is the designated “head of the institution” for the purposes of responding to requests and other decisions in respect of the *Privacy Act*. The Chief Commissioner has staff members to assist her with *Privacy Act* matters, and important issues are also discussed at Commission meetings.

The Treaty Commission has an organization-wide electronic document classification scheme that has been developed and applied to a records management database. Electronic information-sharing procedures are in place in conjunction with the records management database.

The records management system (“RMS”) systematically controls all records from the time they are created or received, through their processing, distribution, organization, storage and retrieval, to their ultimate disposition. The system utilizes electronic scanning of all documentation. The diligent, comprehensive and ongoing application of the RMS results in reliable records, decreased record retrieval time, increased information sharing, improved access to current and historical records, and a drastic reduction in duplicated paper records.

No new or revised policies, guidelines or procedures related to the *Privacy Act* were implemented during the reporting period. The Treaty Commission monitors all new Treasury Board Secretariat policies and directives in order to ensure compliance with the Act.

Privacy Impact of Any Legislation, Policy and Service Delivery Initiatives or Data Matching and Data Sharing Agreements

The Treaty Commission is not aware of any legislation, policy and service delivery initiatives or data matching and data sharing agreements that would impact its responsibilities under the *Privacy Act*.

No new data matching and sharing activities were undertaken in 2020-2021.

Improvements to Privacy Protection

The Treaty Commission's new records management system will improve its ability to comply with the *Privacy Act*.

Monitoring Compliance

No monitoring was conducted during the reporting period.

Privacy Impact Assessments and Preliminary Privacy Impact Assessments

No Privacy Impact Assessments or Preliminary Privacy Impact Assessments were initiated in 2020-2021.

Material Privacy Breaches

No material privacy breaches occurred during the reporting period.

Education and Training

The Commission is a small and independent organization, and its education and training initiatives are informal. One of the Commission's advisors has become familiar with the requirements of the *Privacy Act* and briefs the Commission and staff from time to time on the requirements and developments in respect of the Act.

No formal training activities related to access to information for employees was provided in the reporting period.

Complaints and Investigations

There were no complaints or investigations pursuant to the *Privacy Act* in 2020-2021.

Appeals to Federal Court

There were no appeals to the Federal Court concerning matters under the *Privacy Act* in 2020-2021.

Commission des traités de la Colombie-Britannique

Rapport annuel de 2020-2021 sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Introduction

La Commission des traités de la Colombie-Britannique est un organisme indépendant établi en vertu d'une entente entre le Sommet des Premières Nations, le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique (les «Principaux»). Son mandat est de faciliter la négociation de traités et d'autres ententes relatives aux traités en Colombie-Britannique comme stipulé dans l'Entente sur la commission des traités de la Colombie-Britannique. La loi établissant la Commission des traités considère qu'elle est sujette aux *lois fédérales sur l'accès à l'information et sur la protection des renseignements personnels*.

Objet

L'objet de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est de compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels relevant des institutions fédérales et de droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent.

Rapport statistique et interprétation et divulgations en vertu de la section 8 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Voyez le rapport statistique ci-joint pour l'exercice financier 2020-2021. La description dans InfoSource donne à certaines personnes l'impression que la Commission des traités de la Colombie-Britannique est le contact primaire pour toutes demandes de renseignements personnels de l'ensemble du gouvernement fédéral en Colombie-Britannique, ce qui n'est pas le cas. Aucune divulgation n'a été faite conformément à l'article 8(2) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* durant l'exercice financier.

Politiques et procédures institutionnelles et cadre de gestion de l'information

La présidente de la Commission des Traités est la personne désignée comme étant «Responsable d'institution» pour répondre aux demandes et autres décisions relatives à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. La présidente est assistée par des membres du personnel pour les questions relatives à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et les questions importantes sont aussi discutées lors des réunions de la Commission des Traités.

La Commission des Traités a développé un système de classement des documents pour toute la Commission et l'a appliqué à une nouvelle base de données pour la gestion des documents. De nouvelles procédures électroniques qui permettent le partage de l'information sont aussi en place, de concert avec la base de données pour la gestion des documents.

Le système de gestion des documents (SGD) contrôle systématiquement tous les documents du moment où ils sont créés ou reçus et les traite, distribue, organise, archive et retrace selon nos besoins. Le système utilise le balayage électronique de tous les documents. L'application

diligente et complète du SGD nous fournit des registres fiables, diminue le temps de recherche de documents, augmente le partage de l'information, améliore l'accès aux documents courants et historiques et diminue radicalement la duplication de documents dans les registres.

Aucune politique nouvelle ou révisée, directives ou procédures liées à la *Loi sur l'accès à l'information* ont été mises en œuvre au cours de la période considérée. La Commission des Traités surveille toutes les nouvelles politiques et directives du Secrétariat du Conseil du Trésor afin de garantir le respect de la loi.

Incidence sur la protection des renseignements personnels notamment les initiatives en matière de législation, de politique et de prestation de services ou ententes relatives au couplage et au partage des données

La Commission des Traités n'est pas au courant d'aucune initiative en matière de législation, de politique et de prestation de services, ou d'ententes relatives au couplage et partage des données qui pourraient affecter ses responsabilités vis-à-vis la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Aucune initiative relative au couplage ou au partage des données n'a été entreprise durant l'exercice financier 2020-2021.

Amélioration de la protection des renseignements personnels

Le nouveau système de gestion des documents de la Commission des Traités améliorera sa capacité à se conformer à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Surveillance de la conformité

Aucune surveillance n'a été effectuée pendant la période de référence.

Évaluations d'incidences sur la protection des renseignements personnels et évaluations préliminaires d'incidences sur la protection des renseignements personnels

Il n'y a eu aucune initiative relative aux évaluations d'incidences sur la protection des renseignements personnels ou évaluations préliminaires d'incidences sur la protection des renseignements personnels durant l'exercice financier 2020-2021.

Infractions matérielles à la vie privée

Aucune atteinte à la vie privée importante n'est survenue pendant la période de référence.

Éducation et formation

La Commission des Traités est une petite organisation indépendante et les initiatives en matière d'éducation et de formation sont faites de façon informelle. Un des conseillers de la Commission des Traités s'est familiarisé avec les exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et informe la Commission des Traités et les employés sur les conditions et les développements relatifs à cette loi.

Aucune activité de formation officielle liée à l'accès à l'information n'a été offerte aux employés au cours de la période visée.

Plaintes et enquêtes

Il n'y a eu aucune plainte ou enquête conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* en 2020-2021.

Appels en Cour fédérale

En 2020-2021, aucun appel n'a été logé auprès de la Cour fédérale en ce qui concerne les demandes soumises à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.



Statistical Report on the *Privacy Act*

Name of institution: British Columbia Treaty Commission

Reporting period: 4/1/2020 to 3/31/2021

Section 1: Requests Under the *Privacy Act*

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	0
Outstanding from previous reporting period	0
Total	0
Closed during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

Section 2: Requests Closed During the Reporting Period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0		0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

2.4 Format of information released

Paper	Electronic	Other
0	0	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
0	0	0

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Closed requests

2.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

	Requests closed within legislated timelines
Number of requests closed within legislated timelines	0
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	0

2.7 Deemed refusals

2.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of Requests Closed Past the Legislated Timelines	Principal Reason			
	Interference with Operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

2.7.2 Requests closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of Days Past Legislated Timelines	Number of Requests Past Legislated Timeline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Legislated Timelines Where an Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

5.2 Length of extensions

Length of Extensions	15(a)(i) Interference with operations				15 (a)(ii) Consultation			15(b) Translation purposes or conversion
	Further review required to determine exemptions	Large volume of pages	Large volume of requests	Documents are difficult to obtain	Cabinet Confidence Section (Section 70)	External	Internal	
1 to 15 days	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0	0	0	0	0	0
31 days or greater								0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 6: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

6.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during the reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Carried over to the next reporting period	0	0	0	0

Section 7: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

7.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

7.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Complaints and Investigations Notices Received

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
0	0	0	0	0

Section 9: Privacy Impact Assessments (PIA) and Personal Information Banks (PIB)

9.1 Privacy Impact Assessments

Number of PIA(s) completed	0
----------------------------	---

9.2 Personal Information Banks

Personal Information Banks	Active	Created	Terminated	Modified
	0	0	0	0

Section 10: Material Privacy Breaches

Number of material privacy breaches reported to TBS	0
Number of material privacy breaches reported to OPC	0

Section 11: Resources Related to the *Privacy Act*

11.1 Costs

Expenditures	Amount
Salaries	\$0
Overtime	\$0
Goods and Services	\$0
• Professional services contracts	\$0
• Other	\$0
Total	\$0

11.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.000
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	0.000

Note: Enter values to three decimal places.



Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution: Commission des traités de la Colombie-Britannique

Période d'établissement de rapport : 4/1/2020 au 3/31/2021

Section 1: Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0
Total	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0

Section 2: Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

2.2 Exceptions

Article	demandes	Article	demandes	Article	demandes
18(2)	0	22(1)a(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70.1	0

2.4 Support des documents communiqués

Papier	Électronique	Autres
0	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Demandes fermées

2.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

	Demandes fermées dans les délais prévus par la loi
Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi	0
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%)	0

2.7 Présomptions de refus

2.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement /Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

2.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

2.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 3: Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 4: Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

Section 5: Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Nombre de demandes pour lesquelles une prorogation a été prise	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Documents confidentiels du Cabinet (Article 70)	Externe	Interne	
0	0	0	0	0	0	0	0	0

5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Documents confidentiels du Cabinet (Article 70)	Externe	Interne	
1 à 15 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 31 jours								0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 6: Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8: Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

0

Section 9: Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

9.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'ÉFVP terminées	0
-------------------------	---

9.2 Fichiers de renseignements personnels

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
	0	0	0	0

Section 10: Atteintes substantielles à la vie privée

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

Section 11: Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels

11.1 Coûts

Dépenses	Montant
Salaires	\$0
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$0
• Contrats de services professionnels	\$0
• Autres	\$0
Total	\$0

11.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.000
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.000

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.



Supplemental Statistical Report on the *Access to Information Act* and *Privacy Act*

Name of institution: British Columbia Treaty Commission

Reporting period: 2020-04-01 to 2021-03-31

Section 1: Capacity to Receive Requests

Enter the number of weeks your institution was able to receive ATIP requests through the different channels.

	Number of Weeks
Able to receive requests by mail	52
Able to receive requests by email	52
Able to receive requests through the digital request service	51

Section 2: Capacity to Process Records

2.1 Enter the number of weeks your institution was able to process paper records in different classification levels.

	No Capacity	Partial Capacity	Full Capacity	Total
Unclassified Paper Records	0	0	52	52
Protected B Paper Records	0	0	52	52
Secret and Top Secret Paper Records	0	0	52	52

2.2 Enter the number of weeks your institution was able to process electronic records in different classification levels.

	No Capacity	Partial Capacity	Full Capacity	Total
Unclassified Electronic Records	0	0	52	52
Protected B Electronic Records	0	0	52	52
Secret and Top Secret Electronic Records	0	0	52	52

Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Commission des traités de la Colombie-Britannique

Période d'établissement de 2020-04-01 to 2021-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes d'AIPRP

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

	Nombre de semaines
En mesure de recevoir des demandes par la poste	52
En mesure de recevoir des demandes par courriel	52
En mesure de recevoir des demandes en moyen d'un service de demande numérique	51

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papier dans différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents papiers non classifiés	0	0	52	52
Documents papiers Protégé B	0	0	52	52
Documents papiers Secret et Très secret	0	0	52	52

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques dans différents niveaux de classification.

	Ne peut pas traiter	Peut traiter en partie	Peut traiter en totalité	Total
Documents électroniques non classifiés	0	0	52	52
Documents électroniques Protégé B	0	0	52	52
Documents électroniques Secret et Très secret	0	0	52	52